

DE NOUVEAUX NIVEAUX D'ESCALADE DANS LE CONFLIT

Insécurité croissante en République démocratique du Congo (RDC)



Résumé

Ce dossier tente d'expliquer la détérioration de la situation sécuritaire dans les provinces de l'est de la RDC en 2020, en se concentrant principalement sur trois régions en conflit. D'un côté, on retrouve les membres des forces de sécurité de l'État – comme les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) – et, de l'autre, de nombreuses milices. Tous ces acteurs sont responsables des violentes attaques et des conflits en cours. Certaines milices sont locales et d'autres sont originaires des pays limitrophes. Les raisons qui poussent les différents partis à s'affronter sont la lutte pour le pouvoir au sein

du gouvernement congolais et les intérêts particuliers suprarégionaux. À cela s'ajoutent les déficits structurels qui empêchent de mettre un terme à la recrudescence de la violence. En prenant pour exemple cinq conflits régionaux, nous démontrerons point par point quelles sont les causes du conflit ainsi que les acteurs impliqués. Les revendications politiques qui en découlent comprennent la lutte contre l'impunité, la création d'alternatives telles que les perspectives économiques, pour les jeunes en particulier, un programme de démobilisation complet et durable et la réforme de l'appareil de sécurité.

1. Introduction

Les provinces orientales de la République démocratique du Congo, riches en matières premières, situées à la frontière avec le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda, sont marquées par la violence continue de plus de 130 groupes armés. La situation devient de plus en plus confuse en raison du nombre croissant et de la fragmentation des différents groupes. Aux tensions historiques entre groupes locaux – qui s'expriment par des conflits pour le pouvoir, la terre et les matières premières – s'ajoutent de nouvelles dynamiques de violence. Il n'existe pas d'organisme de régulation étatique char-

gé d'assurer la sécurité de la population. Au contraire, les forces de sécurité de l'État et les représentant.e.s politiques sont, depuis des décennies, responsables de l'insécurité et de la violence persistantes. En particulier dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu ainsi qu'en Ituri, où on enregistre en 2020 une augmentation de la violence accompagnée de massacres, de la destruction de villages entiers et d'expulsions. De plus, on observe de nouveaux conflits suite aux mouvements de réfugiés. En raison du manque de protection et de sécurité de l'État, des milices se forment à plusieurs endroits, où certaines

exercer de violentes représailles. La crise politique de la capitale Kinshasa, qui dure depuis des années, contribue aux conflits dans les fragiles provinces de l'Est.

Malgré la nécessité de stabiliser l'Est du Congo, la division entre le camp politique du président Félix Tshisekedi et celui de son prédécesseur Joseph Kabila empêche la mise en place d'une stratégie cohérente. La scène politique dans la capitale est dominée par les luttes de pouvoir. Les politiciens sont accusés de se concentrer principalement sur eux-mêmes et sur leurs adversaires respectifs, ainsi que d'instrumentaliser les conflits existants dans les régions de l'Est dans le seul but de créer ou, au contraire, de défaire les alliances politiques.

L'influence des pays voisins sur la violence qui sévit depuis longtemps est également alarmante. Depuis des décennies, le Rwanda et l'Ouganda sont en lien avec des groupes armés et des rebelles en Ituri et au Nord-Kivu, où ils poursuivent des intérêts économiques et politiques. Le Rwanda, limitrophe du Nord-Kivu, est davantage impliqué dans cette province, tandis que l'Ouganda a joué un rôle plus important en Ituri¹. La stratégie semble être de créer des zones non contrôlées par l'État pour faciliter l'exploitation et le commerce des ressources naturelles, en particulier en termes de partage des ressources des provinces de l'est de la RDC. De janvier à octobre 2020, le Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (BCNUDH) a répertorié 6 858 violations des

droits de l'Homme dans tout le pays². Cette augmentation est due notamment à la recrudescence de la violence des groupes armés dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Tanganyika.

Les attaques sont localisées dans la province de l'Ituri, dans la zone autour des villes d'Irumi et de Bunia, dans la province du Nord-Kivu, dans la zone autour des villes de Beni, Masisi et Rutshuru, et dans le Sud-Kivu, dans les plaines des hauts et moyens plateaux à la frontière avec le Burundi et le Rwanda, dans la zone autour des villes d'Uvira et de Fizi et Mwenga³.

La violence croissante émane de divers groupes armés, dont les revendications diffèrent selon les milices. Certaines alliances se sont développées sur une longue période, tandis que d'autres, sont plus récentes. Certains poursuivent des intérêts idéologiques, d'autres des intérêts politiques ou économiques, d'autres encore se forment pour se défendre ou pour se venger de crimes ayant été commis contre eux.

En outre, il existe des groupes armés provenant des pays voisins, à savoir d'Ouganda, du Rwanda et du Burundi, qui s'allient en partie avec les milices congolaises, mais se combattent aussi entre elles. Ces groupes coopèrent également avec une partie de l'armée congolaise (FARDC), qui est elle-même divisée en son sein.

2.1. Le rôle de l'armée congolaise (FARDC)

Plusieurs rapports constatent que de nombreuses violations des droits de l'Homme en RDC sont également commises par les forces de sécurité de l'État. Le rapport le plus récent du Bureau des droits de l'homme des Nations unies montre que l'armée congolaise, ou d'autres acteurs étatiques, sont responsables de 41 % des violations des droits de l'Homme rapportées⁴.

Les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), elles-mêmes, ne sont pas une force unifiée, mais plutôt un patchwork. En plus des forces gouvernementales, les troupes des FARDC sont composées d'anciens membres de diverses milices, qui ont soit déserté,

soit été intégrés dans l'armée à la suite de négociations et de campagnes de démobilisation. Dans le même temps, l'armée congolaise, avec ses quelque 134 000 soldats⁵, est considérée comme l'une des armées les plus mal équipées et les plus mal payées au monde. En conséquence, il y a régulièrement des déserteurs fuyant les rangs des FARDC, également chez les haut gradés, pour créer des groupes de soldats autour d'eux dans le but de poursuivre leurs intérêts particuliers. La structure interne déficiente, la formation, l'équipement et le financement totalement inadéquats, ainsi que le manque de volonté politique ne laissent pas présager une amélioration rapide de la situation au sein de l'armée.

2.2. Le rôle de la MONUSCO

La mission de maintien de la paix des Nations unies, la MONUSCO, est présente en RDC depuis plus de vingt ans. Elle dispose d'un budget annuel d'un milliard de dollars américains et est constituée d'environ 18 000 Casques bleus. En raison de la situation sécuritaire tendue, son mandat a été renouvelé tous les ans et, dans certains cas, étendu afin de mener des opérations conjointes avec les FARDC, par exemple contre la milice ADF. Le rôle de la MONUSCO est très controversé au sein de la population congolaise. Les critiques portent sur le manque de protection de la population, l'inefficacité de la mission, les coûts élevés pour peu de résultats et les accusations de complicité avec les milices. Depuis le début de sa mission, la MONUSCO est également confrontée au dilemme suivant : elle ne peut pas remplacer le rôle de l'État et est régulièrement en conflit avec les FARDC, partenaire avec lequel elle est censée coopérer.

Depuis octobre 2020, un retrait progressif des Casques bleus est de nouveau en discussion. Toutefois, selon António Guterres, le secrétaire général de l'ONU, plusieurs conditions doivent s'appliquer pour un retrait général des Casques bleus : « La menace posée par les groupes

armés doit être contenue par les forces de sécurité congolaises et le processus politique menant aux élections de 2023 doit se poursuivre de manière pacifique »⁶. Dans les trois provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, et de l'Ituri, il n'y a actuellement aucun projet de retrait en raison de l'insécurité persistante⁷. Un aperçu sélectif de la dynamique de la violence en 2020 sera présenté plus en détail ci-dessous.



3. Sud-Kivu (plaines du moyen et haut plateau)

Le conflit dominant au Sud-Kivu oppose la communauté Banyamulenge, une minorité de langue kinyamulenge⁸ au sein de la société congolaise, à diverses communautés locales. Après le génocide rwandais et l'arrivée de centaines de milliers de réfugiés provenant du Rwanda en 1994, le ressentiment à l'égard des Banyamulenge s'est aggravé. Ce préjugé s'est intensifié pendant les guerres du Congo au début du millénaire, lorsque les Banyamulenge ont été assimilés aux troupes rwandaises en RDC.

L'intensité du conflit a encore augmenté au niveau communal depuis 2019. Dans les plaines des hauts et moyens plateaux autour des villes d'Uvira, Fizi et Mwenza au Sud-Kivu, la dynamique de la violence entre les communautés Babembe, Bafuliru, Banyindu, Bavira et Banyamulenge s'est intensifiée. Cependant, parler de violence purement « ethnique » ne rend pas justice à la complexité des causes de la violence. Les groupes eux-mêmes sont souvent divisés en interne et sont aussi constamment à la recherche de nouveaux alliés en fonction de leurs intérêts. La manipulation politique des jeunes et des dirigeants communautaires est un moyen courant d'utiliser les schémas identitaires dans les conflits liés à la terre et aux ressources naturelles. Le conflit pour le pouvoir favorise également les violences sexuelles, qui sont en effet délibérément utilisées par les parties en conflit. Les groupes armés actifs dans ce contexte comprennent diverses milices d'autodéfense locales, appelés Mai-Mai, mais aussi des groupes armés issus des rangs de la communauté Banyamulenge, à savoir Ngumino et Twiganeho, ainsi que des groupes armés d'origine rwandaise (FDLR, CNRD) et des groupes originaires du Burundi (FNL, FOREBU, RED-Tabara).

En 2020, le Kivu Security Tracker a rapporté 585 incidents violents avec 1175 victimes, dont 330 personnes décédées⁹.

Les milices Mai-Mai sont apparus de prime abord à des fins d'autodéfense et de protection de l'intégrité territoriale. Cependant, leurs actions criminelles, qui vont de l'occupation de villages, aux viols, aux violences

sexuelles et aux meurtres, en passant par la destruction de biens par le biais d'incendies et le pillage de greniers, de bétail et de champs, ont de lourdes conséquences et contribuent sans cesse à l'escalade de la violence. D'une part, les commandants respectifs de chaque milice poursuivent souvent leur propre agenda. D'autre part, ils sont instrumentalisés par les détenteurs du pouvoir politique, ce qui va bien au-delà d'un contexte de conflit intercommunal.

Depuis le début de l'année 2020, divers groupes Mai-Mai (dont Yakutumba, Aochi, Ebuela, René, Mulumba, Biloze Bishambuke, appartenant aux communautés Babembe, Banyindu et Bafuliru) ont mené à plusieurs reprises des attaques systématiques contre la population Banyamulenge, brûlant des villages et volant le bétail. De même, les conflits entre les groupes Mai-Mai eux-mêmes ne cessent d'augmenter.

Une autre composante est l'alliance temporaire de certains groupes locaux avec des milices de pays voisins. Depuis le début de la crise politique dans l'État voisin du Burundi en 2015, on observe une augmentation des groupes armés en provenance du Burundi, tels que les FNL (Forces Nationales de Libération), le RED-Tabara et les FOREBU (FPB depuis 2017) dans les zones du moyen et haut plateau.

Les FOREBU (Forces Républicaines du Burundi) ont été formées après le coup d'État manqué contre le président burundais Pierre Nkurunziza en 2015 et sont composées en grande partie de transfuges de l'armée burundaise. Au Sud-Kivu, la milice a également recruté de nombreux Burundais, dont la plupart ont fui les persécutions politiques. En 2017, le nouveau mouvement FPB (Forces Populaires du Burundi) s'est formé à partir des FOREBU. Une autre milice burundaise active est la RED-Tabara (Résistance pour un État de Droit au Burundi).

Un autre acteur local est la milice Twiganeho, qui est associée aux Banyamulenge. Le second groupe armé qui est proche des Banyamulenge se nomme Ngumino et est en partie composé de soldats déserteurs de l'ar-

mée congolaise FARDC. Depuis janvier 2020, elle opère sous la direction du colonel renégat Michel Rukunda. Les conflits entre les différents groupes Mai-Mai et les affrontements avec les milices Twirwaneho et Gumino constituent une menace constante pour la population civile des moyens et hauts plateaux. Par exemple, au dé-

but du mois d'août 2020, les FARDC ont libéré les deux villes de Mabuo et Bududia, qui avaient été occupées pendant plusieurs jours par un groupe Mai-Mai. Pendant l'occupation, de nombreuses maisons ont été pillées et détruites, et des villageois et villageoises ont été violés, torturés et abattus.

3.1. Kipupu

En juillet 2020, le massacre du village de Kipupu a attiré l'attention des médias. Diverses sources ont rapporté que des milices Gumino ont attaqué le village. L'élément déclencheur serait une précédente attaque du village de Kalingi, dans les hautes terres, au cours de laquelle des centaines de vaches Banyamulenge ont été volées.

Selon les rapports, Kipupu est la base du groupe Mai-Mai « Ebuela Mutetezi Trésor ». L'attaque s'est produite le 16 juillet 2020 et a suscité un débat animé concernant le nombre de morts et la responsabilité de ce massacre. Dans les médias congolais et sur les réseaux sociaux – entre autres par des personnalités

connues et influentes (comme l'homme politique Martin Fayulu et le prix Nobel de la paix Denis Mukwege) – on parle d'un massacre de 220 habitant.e.s par les Banyamulenge¹⁰. Le Kivu Security Tracker fait état d'un total de 18 décès¹¹. Selon la MONUSCO, plusieurs maisons ont été incendiées, huit personnes ont été tuées, sept personnes sont mortes dans ces incendies, onze ont été blessées, au moins 213 personnes sont considérées comme disparues, et plusieurs femmes ont été violées¹². Les accusations et inimitiés mutuelles ont atteint un niveau d'escalade inquiétant dans ce conflit et sont fortement politisées, alimentées par des messages de haine mutuelle sur les réseaux sociaux.

3.2. Minembwe

De plus, d'autres événements violents inquiètent, notamment autour de la ville de Minembwe. Les conflits intercommunautaires sont exacerbés par l'influence des déserteurs de l'armée congolaise sur les groupes armés locaux. Selon le président de la société civile de Minembwe, William Étabo, 19 villages¹³ des régions d'Uvira, de Fizi et de Mwenga dans la province du Sud-Kivu seraient contrôlés par les différentes milices locales et étrangères. Ces groupes armés comprennent des groupes Mai-Mai tels que les Biloze Bishambuke ainsi que des milices Twirwaneho et des groupes armés du Rwanda et du Burundi.

Fin septembre, le conflit a pris une nouvelle dimension politique lorsque l'on a tenté d'accorder enfin à la municipalité de Minembwe le statut de municipalité à part entière dotée d'une autorité administrative, ainsi que de nommer un maire issu de la communauté banyamulenge.

L'installation officielle du maire le 28 septembre 2020, en présence d'une délégation de haut niveau composée du ministre de la Défense et des Anciens combattants Aimé Ngoy Mukena, du ministre de la Décentralisation Azarias Ruberwa, du chef d'état-major de l'armée le général Célestin Mbala et du gouverneur de la province du Sud-Kivu, a suscité l'indignation dans tout le pays. De nombreuses voix, y compris du côté de l'Église catholique, ont parlé d'une tentative de balkanisation du pays¹⁴. Le gouverneur du Sud-Kivu, quant à lui, a fait valoir que la nomination du maire pourrait contribuer à ramener la paix dans la région. Le président Tshisekedi a révoqué le décret élevant Minembwe au rang de commune rurale le 8 octobre 2020 et a annoncé qu'un comité serait mis en place pour trouver une solution durable à ce conflit permanent.

4. Nord-Kivu

Depuis les années 1990, les habitant.e.s de la province du Nord-Kivu continuent de subir les conflits. Des milices telles que les FDLR (Forces Démocratiques de Libération du Rwanda), originaires du Rwanda, et le NDC (Nduma Défense du Congo) ou NDC-R (Nduma Défense du Congo-Rénové) sont actives dans la région depuis de nombreuses années. Les FDLR, vestige des Interahamwe génocidaires, ont été fondées après le génocide rwandais de 1994 et sont maintenant actives dans la région en deuxième et troisième génération, bien qu'affaiblies en termes de personnel et de troupes. Jusqu'à présent la milice est responsable pour des actes violents et des déplacements.

La milice NDC a mis en place une structure du pouvoir élaborée au Nord-Kivu, comptant plusieurs milliers de membres depuis sa création en 2007/08. Le chef de la milice NDC, Ntabo Nataberi Sheka, a été condamné à la prison à vie le 23 novembre 2020 pour crimes de guerre. Le 7 juin 2019, la justice congolaise a émis un mandat d'arrêt contre un autre chef de milice, Guidon

Shimiray Mwissa. Il n'a cependant toujours pas été arrêté par les forces de sécurité congolaises. Guidon appartient à l'aile NDC-R du NDC. Le NDC s'est scindé en deux ailes en juillet 2020 et contrôlait alors un territoire plus vaste que tout autre groupe armé au Nord-Kivu. Les deux groupes du NDC collaborent avec et contre d'autres milices telles que les FDLR, en fonction de leurs intérêts. Ainsi, certaines parties du NDC-R collaborent également avec l'unité de l'armée congolaise opérant dans la région.

Le Kivu Security Tracker a rapporté 1197 attaques violentes au Nord-Kivu en 2020, au cours desquelles 2549 personnes ont été victimes de violences de la part d'acteurs armés. Cela couvre des formes de violence telles que les meurtres, les viols collectifs, les enlèvements et la répression politique. Le nombre de meurtres violents est à lui seul de 517 incidents avec 1199 victimes¹⁵. Deux régions où la violence est particulièrement présente sont présentées ci-dessous.

4.1. Beni

La zone frontalière entre la RDC et son pays voisin, l'Ouganda, riche en ressources naturelles, est infestée de milices. Dans la zone autour de la ville de Beni en particulier, des massacres de population sont régulièrement commis depuis 2014 jusqu'à aujourd'hui. Rien qu'en 2020, selon la plateforme de la société civile La Lucha (La Lutte pour le Changement), plus de 1200 personnes sont mortes¹⁶. La milice ADF (Forces Démocratiques Alliées) est accusée de commettre le plus d'actes violents. L'ADF a été formée en 1995 en fusionnant plusieurs groupes rebelles ougandais sous une direction musulmane. Elle est accusée d'avoir massacré des milliers de civils et causé des dégâts matériels considérables au cours des cinq dernières années. Elle serait responsable de la mort de plus de 640 civils en 2020, contre 195 décès l'année précédente. Des milices locales auraient également commis des atrocités au nom de l'ADF. De nombreux efforts, ainsi que l'intensification de la coopération entre les troupes de la MONUSCO et

l'armée congolaise FARDC, n'ont jusqu'à présent pas réussi à ramener la paix dans la région. Au contraire, au cours de l'année 2020, il y a eu une forte recrudescence des attaques par des milices présumées de l'ADF dans la région. Cela s'explique en partie par le fait que l'ADF est profondément enracinée dans la région. Ces dernières années, elle a également coordonné des attaques avec diverses milices Maï-Maï et FDLR. Selon les rapports du Congo Research Group, l'ADF collaborerait également avec certaines unités de l'armée congolaise. Certains généraux des FARDC sont accusés de faire du commerce d'or et de bois avec l'ADF.

En octobre 2019, le président Tshisekedi avait annoncé une offensive de grande envergure contre l'ADF et promis de pacifier la région d'ici la fin de l'année. Malgré la reconquête de certaines bases appartenant à l'ADF, elle n'a pas réussi à déstabiliser durablement la milice. L'opération militaire autour de la ville de Beni et dans le

sud de la province d'Ituri a entraîné à la fois des déplacements massifs et des représailles de l'ADF contre la population locale.

En raison de l'intensification des opérations militaires des FARDC, les militaires congolais de la région semblent être de plus en plus visés par les autres parties en

conflit. D'après un rapport du Kivu Security Tracker datant d'août 2020, sur huit affrontements entre l'ADF et les FARDC, sept ont été initiés par l'ADF. Étant donné l'interconnexion de l'ADF avec d'autres groupes armés locaux et certaines unités des FARDC, il faudra un engagement accru, parallèlement aux opérations militaires en place, pour affaiblir la milice.

4.2. Rutshuru

En octobre 2020, de violents conflits ont de nouveau éclaté dans une autre partie du Nord-Kivu entre la communauté Nande et des groupes Hutus autour de la ville de Kiwanja et de Rutshuru. Les attaques des deux côtés provoquent de nombreux actes de représailles et des déplacements. Fin octobre 2020, la MONUSCO faisait état d'une vingtaine de morts autour des agglomérations de Rutshuru et Kiwanja, dont 14 nandes et 7 hutus¹⁷. Des sources locales dénoncent la manipulation politique des communautés Hutu et Nande, qui entraîne une méfiance permanente, de la haine et des attaques violentes de part et d'autre. En outre, les mi-

lices des FDLR coopéreraient avec des familles hutues et cibleraient les communautés nandes. Les Nande sont l'une des plus grandes communautés du Nord-Kivu. Les conflits entre les communautés Hutu et Nande sont historiques et portent principalement sur l'accès à la terre. Il existe des rivalités profondes, vieilles de plusieurs générations, entre les deux groupes sur des questions de nationalité et de revendications d'autonomie. Les conflits liés à la propriété foncière ont forcé à plusieurs reprises les communautés hutues en particulier à quitter leurs territoires.

5. Ituri

Depuis juin 2019, la troisième province orientale, l'Ituri, a également connu un regain de violence. Des organisations non gouvernementales (ONG) parlent de plus de 1 500 personnes tuées et de 200 000 personnes déplacées dans les seules zones autour des villes de Djugu et Mahagi. Selon les chiffres de l'ONU, 1,6 million de personnes étaient déplacées dans l'ensemble de la province à la fin de 2020, soit deux fois plus que l'année précédente. Cette violence a pour toile de fond la résurgence de conflits entre des groupes de population tels que les éleveurs Hema et d'autres communautés, ainsi que des crises de pouvoir politique local. En outre, la communauté Lendu résiste à l'installation d'autres communautés dans leurs zones. Les membres de la communauté lendu, en particulier, s'organisent en groupes CODECO (Coopérative pour le Développement du Congo), qui étaient à l'origine des coopératives agricoles et sont aujourd'hui des milices responsables d'attaques brutales et de massacres dans la région. Depuis mars 2020, les membres de la CODECO auraient tué environ 300 per-

sonnes. Il est difficile de naviguer dans les hiérarchies de la CODECO et de nommer ceux qui se trouvent derrière, car les membres changent constamment. Selon un analyste local, il est courant pour les personnalités locales qui veulent gagner en influence de recruter et d'utiliser une milice pour leurs propres objectifs politiques. Il est également courant pour certaines autorités locales de manipuler un groupe armé pour leurs propres intérêts afin d'exiger plus tard des positions politiques ou d'autres positions influentes lors des négociations.

À la fin du mois d'août 2020, les représentants politiques de Kinshasa ont négocié un cessez-le-feu avec un nombre considérable de membres de divers groupes de la CODECO. Cependant, en raison de l'absence de mise en œuvre des accords, tels que le soutien financier et économique dans le cadre d'un programme de démobilisation efficace, on ne constate pas encore d'effet significatif. Il y a un manque de financement pour les programmes de désarmement, de démobilisation et

de réintégration (DDR) pour les miliciens ayant désertés leur milice. Un autre obstacle à une solution de sortie du conflit est la non-rémunération des salaires des soldats des FARDC depuis dix mois.

Le gouvernement congolais a également signé un accord de paix avec la milice FRPI (Force de Résistance Patriotique d'Ituri) le 28 février 2020. L'accord prévoit la formation d'un nouveau parti politique, qui sera composé des membres de la milice, et l'intégration des anciennes milices dans l'armée congolaise. En contrepartie, les quelque 1 000 membres de la FRPI acceptent de se soumettre aux mesures de démobilisation et de réintégration. Depuis, des centaines de membres des FRPI attendent toujours d'être intégrés dans les FARDC. En

raison également du mécontentement suscité par la stagnation des programmes de DDR, les attaques des FRPI continuent comme en novembre 2020, notamment sur des bases militaires.

Par ailleurs, outre les milices précitées, d'autres groupes armés sont également actifs, notamment dans la région minière autour de la ville de Djugu. Le 12 septembre 2020, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a exprimé son inquiétude quant aux violences en cours dans la région d'Irumu, à la frontière entre l'Ituri et le Nord-Kivu¹⁸. C'est là qu'une partie de la milice ADF de la province du Nord-Kivu aurait migré en raison des opérations militaires menées contre elle.

6. Augmentation des cas d'enlèvement

Les enlèvements ne sont pas un problème nouveau en RDC, mais ils deviennent de plus en plus courants, notamment dans les deux provinces du Kivu. Depuis plus de cinq ans, des personnes sont enlevées dans la région de Rutshuru, dans la capitale provinciale, Goma, et dans d'autres endroits du Nord-Kivu. L'enlèvement est devenu un commerce dans lequel des bandes organisées prennent des civils en otage afin d'exiger de fortes rançons de leurs proches. Selon Human Rights Watch (HRW), entre avril 2017 et mars 2020, des bandes criminelles se sont attaquées à plus de 170 personnes qu'ils ont enlevé, torturé, assassiné et violé, en exigeant une rançon, près du parc national des Virunga en RDC¹⁹. Une augmentation des enlèvements a également été enregis-

trée autour du parc national de Kahusi Biega au Sud-Kivu en 2020. L'augmentation des enlèvements en 2020 serait également un résultat indirect des mesures prises pour lutter contre la COVID-19. La collecte des péages routiers aux barrages routiers constitue une source de revenus importante pour les milices. La mobilité considérablement réduite a diminué ces revenus, c'est pourquoi les milices se sont de plus en plus concentrées sur les enlèvements et l'extorsion de rançons. La fermeture des frontières a éliminé certaines routes, obligeant les civils à emprunter des routes alternatives où les raids et les enlèvements sont plus susceptibles de se produire. La MONUSCO est également moins mobile en raison de ces mesures²⁰.

7. Revendication

Sur la base des sources de foyers de conflits énumérées en 2020, il est évident que la spirale de la violence continue de tourner, en particulier dans l'est du pays, et que les conflits se poursuivent encore et encore. Par conséquent, les acteurs locaux de l'église et de la société civile exigent

vis-à-vis du gouvernement congolais que :

- › le recrutement, la formation (en particulier concernant les droits de l'Homme et la sensibilisation aux violences sexuelles), la rémunération ainsi que la réorganisation actuel de l'armée congolaise soient améliorés de manière décisive et permanente et que, parallèlement, la corruption au sein des dispositifs de sécurité soit sérieusement combattue ;
- › des poursuites pénales soient engagées contre les militaires et les miliciens responsables de crimes contre l'humanité et de violences sexuelles ayant été commis entre 1997 et aujourd'hui. En outre, un programme d'indemnisation est exigé pour les personnes concernées par les atrocités ;
- › des programmes durables de sensibilisation, de démobilisation et de réintégration des anciens membres des milices dans la société civile soient mis en œuvre en collaboration avec des organisations de la société civile, et l'élaboration de programmes de réduction de la pauvreté à long terme. Cela nécessite également le soutien de partenaires bilatéraux ou multilatéraux pour une assistance technique et financière ;
- › la manipulation politique des conflits et des facteurs de conflit dans les provinces de l'Est par les politiciens congolais et les personnalités influentes pour la mise en œuvre d'intérêts particuliers et de revendications de pouvoir soit arrêtée et qu'un engagement politique sérieux pour mettre fin à la violence est mis en place. Cela signifie également qu'il faut s'attaquer aux causes profondes de la violence, telles que l'accès inégal à la terre et le manque d'opportunités économiques

pour les jeunes, ainsi qu'une politique des matières premières équitable ;

- › les administrations locales et les forces de sécurité prennent davantage leurs responsabilités, les réseaux de contrebande et de criminalité organisée soient démantelés, et les réseaux régionaux de recrutement et de soutien tels que la milice de l'ADF soient sanctionnés ;
- › un vaste programme de mentorat et de soutien à l'entrepreneuriat soit mise en place, ciblant à la fois les jeunes démobilisés et les jeunes chômeurs afin de créer des perspectives de carrière et des moyens de subsistance ;
- › la rémunération régulière des militaires et des policiers soit assurée afin de rendre les forces de sécurité moins vulnérables à la corruption et aux pratiques d'exploitation de la population civile ;
- › les barrières routières illégales et les perceptions fiscales et douanières illégales soient systématiquement éliminées ;
- › un traité des Nations Unies sur le commerce des armes soit signé afin de réduire la grande quantité d'armes (légères) et de munitions circulant dans le pays et alimentant les conflits, la pauvreté et les violations des droits de l'Homme. En outre, le gouvernement congolais devrait prendre des mesures cohérentes contre la prolifération et l'utilisation illégales d'armes légères et de munitions par le personnel de l'armée et les milices.

vis-à-vis de la communauté internationale, comme l'ONU, l'UE et l'UA, que :

- › les organisations internationales examinent et surveillent de plus en plus les programmes de l'État dans les domaines de la justice, de l'armée et de la sécurité, notamment en ce qui concerne les critères relatifs aux droits de l'Homme, et fassent pression pour que des réformes urgentes soient entreprises dans ces institu-

tions. La lutte contre l'impunité et la corruption est le pilier le plus important à cet égard ;

- » des programmes d'indemnisation qui vont au-delà du système de justice formel soient lancés et que des mécanismes de justice transitionnelle basés sur la justice communautaire soient mis en place;
- » la MONUSCO devienne plus efficace dans la protection des civils ;
- » la communauté internationale exerce une pression politique claire sur les gouvernements des pays voisins et fasse pression sur eux pour qu'ils cessent d'instrumentaliser les groupes armés afin de freiner le commerce illégal des ressources naturelles provenant des zones de conflit de la RDC.

vis-à-vis de l'armée congolaise FARDC que :

- » la protection de la population contre les meurtres, les enlèvements, la destruction des habitations et le pillage soit garantie par les FARDC ;
- » la sécurité contre les groupes armés locaux et étrangers et la poursuite en justice de ces derniers soient garanties ;
- » la corruption et la manipulation politique au sein des FARDC soient sanctionnées ;
- » les abus sexuels et les viols par des soldats de l'armée congolaise fassent l'objet de poursuites et de condamnations cohérentes.

Notes de bas de page

- <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/democratic-republic-congo/292-republique-democratique-du-congo-en-finir-avec-la-violence-cyclique-en-ituri>
- <https://afrique.lalibre.be/56504/rdc-pres-de-7-000-violations-des-droits-humains-de-janvier-a-octobre/>
- <https://www.aljazeera.com/news/2020/6/30/drc-violence-displaced-more-than-one-million-in-six-months-un>
- https://www.rtf.be/info/monde/detail_rdc-pres-de-7000-violations-des-droits-humains-de-janvier-a-octobre?id=10650214
- https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.asp?country_id=democratic-republic-of-the-congo
- <https://afrique.lalibre.be/55306/le-chef-de-lonu-propose-un-retrait-graduel-et-sous-conditions-de-la-force-monusco-en-rdc/>
- <https://www.dw.com/de/monusco-chefin-zerrougui-es-gilt-das-recht-des-st%C3%A4rkeren/a-55708387>
- Le Kinyamulenge est très similaire au Kinyarwanda. Le Kinyarwanda est la langue officielle du Rwanda et est la langue maternelle d'une partie de la population dans deux autres pays.
- <https://kivusecurity.org/graph>
- <https://www.congoforum.be/fr/2020/07/sud-kivu-martin-fayulu-exige-une-enquete-internationale-pour-elucider-le-massacre-de-220-personnes-a-epupu-congoforum/>
- <https://twitter.com/KivuSecurity/status/1285284642569031684>
- https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/20200806.unjthro.analyse_hauts_plateaux_en.pdf
- Il s'agit des villages de Kamombo, Bijabu, Kamuriza, Kakagara, Kivumu, Mishashu, Kabingo, Mini, Irumba, Runundu, Kenge, Kalonge et Chakira dans la région de Fizi. Dans la région de Mwenga, il affirme que les milices occupent les villages de Kalingi, Kitavi, Ilundu, Kawera et Lugabano.
- Depuis l'indépendance de la RDC en 1960, différentes parties du Congo craignent que d'autres pays, notamment des pays voisins, annexent certains territoires du pays.
- <https://kivusecurity.org/graph>
- <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210113-rdc-les-violences-dans-la-region-de-beni-ont-fait-1200-morts-en-un-an-selon-la-lucha>
- <https://www.radiookapi.net/2020/11/01/actualite/secureite/rdc-le-conflit-entre-hutu-et-nande-rutshuru-fait-environ-20-morts-en>
- <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/concerned-deadly-violence-democratic-republic-congo-secretary>
- <https://www.hrw.org/fr/news/2020/07/30/rd-congo-kidnappings-et-viols-en-serie-dans-le-parc-des-virunga>
- <https://blog.kivusecurity.org/how-the-coronavirus-risks-further-weakening-the-kivus/>

Glossaire des abréviations et acronymes

ADF	Forces Démocratiques Alliées
UA	Union Africaine
CNRD	Conseil National pour le Renouveau et la Démocratie
CODECO	Coopérative de Développement du Congo
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration
RDC	République démocratique du Congo
UE	Union européenne
FARDC	Forces Armées de la République démocratique du Congo
FDLR	Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
FNL	Forces Nationales de Libération
FOREBU/FPB	Forces Républicaines du Burundi/Forces Populaires du Burundi
FRPI	Force de Résistance Patriotique d'Ituri
HRW	Human Rights Watch
La Lucha	La Lutte pour le Changement
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
NDC/NDC-R	Nduma Défense du Congo/Nduma Défense du Congo-Rénové
ONG	Organisations non gouvernementales
RED-Tabara	Résistance pour un État de Droit au Burundi
UNJHRO	Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'Homme
ONU	Organisation des Nations Unies

Impressum



Bischöfliches Hilfswerk Misereor e.V.

Mozartstraße 9
52064 Aachen
+49 241 442 0

info@misereor.de

www.misereor.de

Ökumenisches Netz Zentralafrika/
Réseau Œcuménique de l'Afrique Centrale
Schöneberger Ufer 61
10785 Berlin
+49 30 48 62 570 0

office@oenz.de

www.oenz.de

Auteurs :

Gesine Ames
Ronja Fink

Mise en page et organisation :

Bertram Sturm

Crédit photo :

© Espen Rasmussen/
VII/Redux/laif

Février 2021

L'ÖNZ est soutenu par :

